

Marchons pour la Liberté, l'égalité, la fraternité

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « *asile-immigration* ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « *préférence nationale* ». Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français autant qu'étrangers, nous nous trouvons menacés.

Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles.* »

À Blois et dans le département, déjà avant cette loi de la honte, les personnes étrangères et sans-papiers étaient précarisées :

- durant l'été, des familles ont été menacées d'expulsion des logements d'urgence, ce qu'a empêché la mobilisation ;
- des enfants dorment à la rue avec leurs familles d'où la création du collectif pas d'enfants à la rue ;
- le 9 novembre, un jeune Guinéen s'est retrouvé entre la vie à la mort en sautant du 3^e étage pour fuir la police qui intervenait aux aurores pour faire appliquer une OQTF ;
- le 21 novembre, les gendarmes sont venus chercher un élève dont les parents étaient sans-papiers au collège de Blois Vienne durant les cours pour expulser immédiatement la famille vers l'Inde, et ce le lendemain de la commémoration de la journée internationale des droits de l'enfant ;
- alors que les régularisations en lien avec le travail se feront toujours au compte-goutte et à la discrétion du préfet, ce dernier multiplie les OQTF.

Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

Le dimanche 21 janvier nous appelons à manifester dans notre diversité notre attachement à la devise de la République : « *Liberté, égalité, fraternité.* » à Blois, devant la préfecture à 11h (jusqu'à place de Résistance).